



BADEA

Banque arabe
pour le développement
économique
en Afrique



LE RÔLE DE LA BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

**DANS LE SOUTIEN À
L'AGRICULTURE ET AU DÉVELOPPEMENT
RURAL EN AFRIQUE**

ENSEMBLE POUR AFRIQUE



Clause de non-responsabilité :

Le présent rapport a été préparé par le personnel de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (la Banque). Il est précisé que l'ensemble des résultats, interprétations et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans ce rapport. En outre, les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte incluse dans le présent rapport ne traduisent aucune opinion de la Banque quant au statut juridique d'un territoire quelconque, ni ne constituent une reconnaissance ou une acceptation de ces frontières.

Aucune disposition du présent rapport ne saurait être interprétée comme constituant une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités dont jouit la Banque, lesquels demeurent expressément réservés et intégralement maintenus.



BADEA en Bref



Création

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a été créée en vertu d'une décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger le 28 novembre 1973. La Banque a commencé ses activités en mars 1975.



Identité institutionnelle

La Banque est une institution financière appartenant à dix-huit États arabes membres de la Ligue des États arabes ayant signé son Accord de création le 18 février 1974. Elle constitue une institution internationale indépendante, dotée de la pleine personnalité juridique internationale et jouissant d'une totale autonomie dans les domaines administratif et financier. Elle est régie par les dispositions de son Accord de création et par les principes du droit international.



Mandat

La Banque a été créée dans le but de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les régions arabe et africaine et de concrétiser la solidarité arabo-africaine fondée sur les principes d'égalité et d'amitié. Afin d'atteindre cet objectif, la Banque a été chargée de ce qui suit :

- Participer au financement du développement économique dans les pays africains.
- Encourager la contribution des capitaux arabes au développement dans les pays africains
- Contribuer à fournir l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique.



Notre vision:

Être une plateforme de coopération économique arabo-africaine au service du développement.



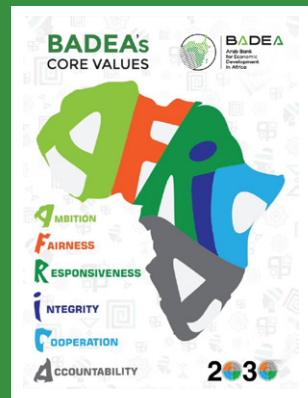
Notre mission:

Promouvoir la coopération économique arabo-africaine à travers l'assistance financière, l'investissement et l'appui technique.



Nos valeurs:

La Banque considère que le système de valeurs est étroitement lié au comportement institutionnel et qu'il se reflète dans le renforcement de ses relations avec ses clients et ses partenaires. Le système de valeurs de la Banque englobe tout ce qui concerne l'Afrique : l'ambition, l'équité, la réactivité, l'intégrité, la coopération et la responsabilité.



Les quatre axes prioritaires de la Stratégie 2030 de la Banque



Investir dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation.



Développer la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation



Renforcer le commerce et développer le secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois.



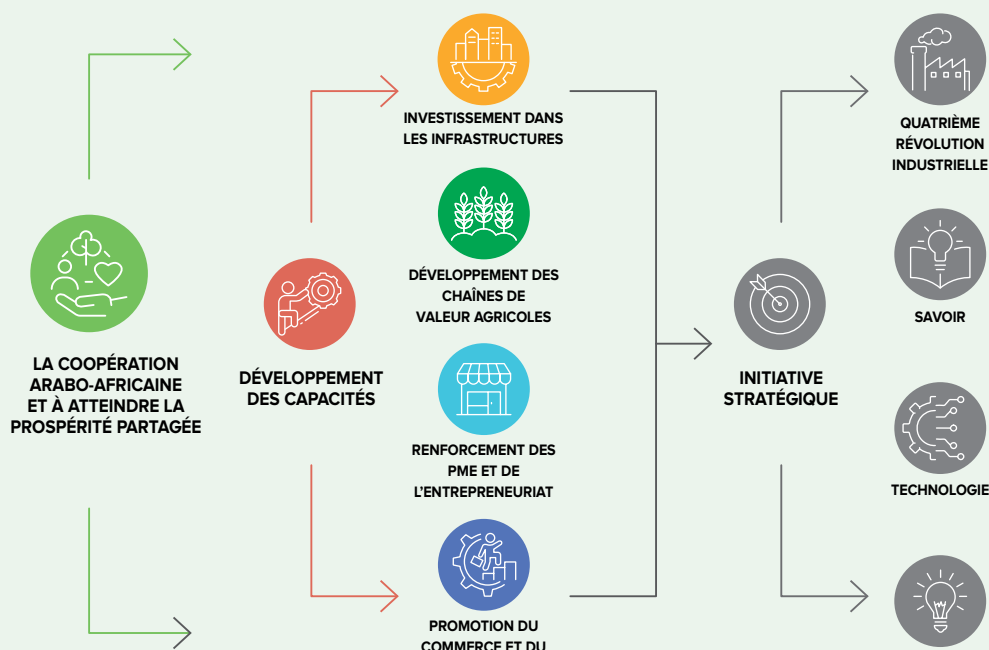
Développer les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat.







Le développement des capacités a été adopté comme facteur habilitant transversal pour l'ensemble des domaines prioritaires d'intervention.



Cadre de mise en œuvre de la Stratégie 2030 de la Banque








Total des transferts financiers aux pays africains (de 1975 à 2025)

Type d'opération	Nombre d'opérations	Volume du financement (millions de dollars américains)
 Projets de développement du secteur public	777	9 060
 Opérations dans le secteur privé	77	2 455
 Opérations de financement du commerce	94	6 729
 Opérations de développement des capacités	1 023	266
TOTAL	1 971	18 510



Transferts financiers selon les domaines prioritaires de la stratégie :

Domaine prioritaire de la stratégie	Nombre d'opérations	Transferts financiers (millions de dollars américains)	%
 <p>Investissement dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation</p>	466	5 791	31%
 <p>Développement de la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation</p>	270	2 201	12%
 <p>Renforcement du commerce et développement du secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois</p>	171	9 184	50%
 <p>Développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat</p>	41	1 068	6%
 <p>Développement des capacités</p>	1 023	266	1%
TOTAL	1 971	18 510	100%



Notation de crédit de la Banque



En 2025, l'agence internationale de notation Standard & Poor's a relevé la notation de la Banque arabe à AA+ avec perspective stable, plaçant ainsi la Banque parmi les institutions multilatérales de développement les mieux notées au monde, ce qui reflète le renforcement de ses fondamentaux financiers et sa résilience institutionnelle. L'Agence japonaise de notation de crédit (JCR) a également confirmé la notation de la Banque arabe à AAA avec perspective stable, soutenue par la solidité de sa situation financière, ses pratiques prudentes de gestion des risques et le soutien solide de ses actionnaires. De son côté, Moody's a maintenu la notation de la Banque à Aa1 au cours de l'année, sans nouvelle action de notation, confirmant ainsi la robustesse de sa position de crédit.

Pris dans leur ensemble, les résultats de ces notations pour l'année 2025 confirment l'adéquation du capital de la Banque, la haute qualité de ses actifs et sa gestion rigoureuse de la liquidité. Ils mettent également en évidence la capacité accrue de la Banque à mobiliser des ressources à des conditions favorables, à élargir son accès aux marchés des capitaux et à orienter les investissements arabes vers des initiatives de développement transformationnelles à travers l'Afrique subsaharienne. La solidité de la position de crédit de la Banque arabe renforce sa réputation en tant que partenaire de développement fiable, solidement capitalisé et capable de fournir des financements efficaces et abordables dans l'ensemble de la région.

Certifications ISO



En 2024, conformément à l'engagement de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique en matière de responsabilité sociale et à ses efforts soutenus pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société résultant de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance, la Banque a mené avec succès l'audit annuel de ses systèmes de qualité, de responsabilité sociale et de gouvernance d'entreprise.

La Banque a obtenu les certifications ISO 37000 (gouvernance d'entreprise) et ISO 26000 (responsabilité sociale), ainsi que la certification ISO 14001 (management environnemental), ce qui atteste de son engagement en faveur des normes de durabilité et de la protection de l'environnement. Elle a également renouvelé ses certifications ISO 9001 (management de la qualité), ISO/IEC 20000-1 (management des services des technologies de l'information) et ISO/IEC 27001 (management de la sécurité de l'information), avec des recommandations visant à mettre à jour ces certifications vers leurs versions les plus récentes et à en étendre le champ d'application à d'autres départements de la Banque.



INTRODUCTION

Le taux de pauvreté en Afrique est estimé à environ 46 %, tandis que plus de 60 % de la population africaine continue de vivre dans les zones rurales, selon les estimations les plus récentes. La majorité des populations rurales dépend de l'agriculture comme principale source de nourriture et de revenus. Les terres agricoles représentent environ 40 % de la superficie totale de l'Afrique, alors que la superficie effectivement cultivable ne dépasse pas 10 %. Le secteur agricole fournit des emplois à plus de 60 % de la population active africaine et contribue à près d'un tiers du produit intérieur brut du continent.

L'agriculture étant au cœur de la transformation économique de l'Afrique, le continent possède le potentiel de devenir une puissance agricole mondiale et un exportateur majeur de produits alimentaires. Toutefois, en plus de nombreux défis complexes et interdépendants, l'Afrique est confrontée à une expansion urbaine rapide ainsi qu'à une augmentation du nombre de populations rurales qu'il convient de nourrir.

Entre 1990 et 2024, l'Afrique subsaharienne a connu une transformation notable tant dans la proportion que dans le volume de sa population rurale. La part de la population vivant dans les zones rurales est passée d'environ 72 % en 1990 à près de 53 % en 2024, reflétant la poursuite du processus d'urbanisation. Malgré cette baisse relative, le nombre total d'habitants des zones rurales a doublé, passant d'environ 374 millions en 1990 à près de 729 millions en 2024, soit une augmentation de plus de 350 millions de personnes.

Le secteur agricole constitue un moteur essentiel de la transformation économique du continent^{1,2}. L'Afrique, qui détient 65 % des terres arables non exploitées dans le monde, possède la capacité d'assurer sa propre sécurité alimentaire et de jouer un rôle accru dans l'alimentation de la population mondiale. Des terres plus productives pourraient permettre l'émergence d'une économie dynamique fondée sur les produits alimentaires et agro-industriels, transformant ainsi l'Afrique d'importateur net de denrées alimentaires en exportateur net³.

Cependant, la productivité agricole en Afrique demeure affectée par plusieurs contraintes structurelles, notamment l'utilisation limitée des engrais, de la mécanisation et de l'irrigation, ainsi que les difficultés d'accès au financement. La faiblesse des droits de propriété foncière, en particulier dans les zones rurales, réduit la qualité des garanties pouvant être utilisées pour l'obtention de prêts. Les faibles niveaux de mécanisation, ainsi que d'autres facteurs, ont maintenu l'Afrique dépendante des exportations de produits primaires naturels et des importations de produits transformés, tandis que la majorité des investissements dans les chaînes de valeur bénéficient principalement aux grands acteurs du secteur privé, sans atteindre les petits producteurs⁴.

L'Afrique demeure également la région du monde la plus touchée par l'insécurité alimentaire, avec plus de 282 millions de personnes⁵ souffrant de sous-alimentation. Cette situation constitue un défi



particulier pour les économies en transition, souvent exposées de manière disproportionnée aux chocs liés aux prix des ressources et des produits de base, et où la faiblesse des institutions et l'insuffisance des infrastructures agricoles entraînent une faible productivité et une forte dépendance aux importations alimentaires.

Le développement du secteur agricole joue un rôle direct dans la réduction de la pauvreté, la diminution du chômage, la promotion de la participation des femmes au développement et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Le défi majeur réside dans l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur agricole, de nombreux acteurs se limitant actuellement au rôle de fournisseurs de matières premières sans bénéficier des technologies modernes ni de bonnes pratiques de gestion agricole. Par ailleurs, en raison du soutien considérable accordé à ce secteur dans les économies avancées, les produits agricoles africains souffrent d'une forte dépréciation de leurs prix sur les marchés d'exportation.

Dans cette perspective, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) considère que les efforts déployés dans le domaine de l'agriculture et du développement rural joueront un rôle vital dans la réalisation du développement économique et social des pays bénéficiaires et dans la consolidation de la sécurité alimentaire en Afrique.

À travers la stratégie qu'elle met en œuvre, la Banque contribuera à libérer le potentiel des pays à faible revenu en promouvant une approche selon laquelle ces pays considèrent ce secteur comme une activité commerciale et un point de départ pour l'industrialisation. La valorisation du potentiel agricole et la lutte contre l'insécurité alimentaire nécessiteront des interventions durables et multisectorielles, comprenant notamment le développement des infrastructures, l'utilisation intensive des intrants agricoles et de la mécanisation, l'amélioration de l'accès au crédit, le renforcement des systèmes de tenure foncière, la mise en œuvre de réformes politiques appropriées, la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, ainsi que l'adoption d'une approche intégrée de la chaîne de valeur axée sur l'accès aux marchés et sur l'agriculture intelligente face au climat.

Lorsque cela s'avérera pertinent, la Banque travaillera également avec d'autres partenaires afin d'encourager le développement de zones agro-industrielles intégrées capables de produire des

biens à valeur ajoutée. La Banque investira par ailleurs dans les infrastructures régionales et soutiendra le dialogue sur les politiques publiques visant à lever les obstacles au commerce, contribuant ainsi à réduire la volatilité des prix alimentaires et l'insécurité alimentaire. Enfin, la Banque accordera la priorité aux projets agricoles favorisant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, en veillant à leur offrir des opportunités équitables tout au long des chaînes de valeur agricoles.

Lors de la seizième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, tenue à Riyad, le Groupe de coordination arabe a annoncé son initiative phare en faveur des petits exploitants agricoles et de la sécurité alimentaire, réaffirmant l'engagement collectif du Groupe à renforcer la résilience du secteur agricole dans les régions les plus exposées aux risques. L'initiative vise à élargir l'ampleur des interventions coordonnées destinées à améliorer la productivité, la durabilité et la capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques, lesquels constituent le pilier des systèmes alimentaires dans les pays en développement.

À travers cette plateforme innovante, les institutions du Groupe de coordination arabe œuvreront conjointement pour :



élargir l'accès aux technologies agricoles résilientes face au changement climatique et aux variétés de cultures résistantes à la sécheresse ;



soutenir les pratiques de gestion durable des terres et de l'eau, notamment la restauration des sols, l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation et la réduction des risques de sécheresse ;



améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et la sécurité alimentaire grâce à un meilleur accès au financement, aux marchés et aux services de conseil agricole ;



renforcer les capacités nationales et communautaires en matière d'agriculture intelligente face au climat et de systèmes d'alerte précoce ;



mobiliser des financements concessionnels et climatiques coordonnés, tout en tirant parti des ressources collectives du Groupe afin de maximiser l'impact.

1. La révolution agricole de l'Afrique : de l'autosuffisance à une puissance alimentaire mondiale, 12 juillet 2023, Gareth Hodder et Brenda Migwalla.
2. Macrotrends – Population rurale de l'Afrique subsaharienne, 1960-2024.
3. Le temps presse pour aider l'Afrique à se nourrir elle-même, par Macky Sall, Akinwumi Adesina et Patrick Verkooyen, publié le 17 novembre 2023.
4. Forum économique mondial.
5. ReliefWeb – Afrique – Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023.

CONTRIBUTION DE LA BANQUE AU FINANCEMENT DES PROJETS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

L'agriculture occupe une place primordiale en Afrique en matière de sécurité alimentaire, de croissance économique et de réduction de la pauvreté, en raison de son rôle majeur dans la création d'emplois. Les nouveaux défis liés à l'urbanisation, à l'évolution des modes de consommation alimentaire, à la dégradation de l'environnement et au changement climatique ont encore renforcé l'importance de ce secteur. La Banque contribue au développement agricole et rural en Afrique de plusieurs manières :



1. Appui Financier :

fourniture de ressources financières sous forme de prêts et de dons afin de soutenir les projets liés à l'agriculture. Ce financement peut être utilisé pour développer les infrastructures, moderniser les technologies agricoles et promouvoir des pratiques agricoles durables.



2. Appui technique:

mise à disposition d'une expertise technique pour aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des projets efficaces de développement agricole et rural. Cet appui peut inclure des conseils sur les meilleures pratiques, l'introduction de technologies innovantes et le renforcement des capacités des communautés locales.



3. Recherche et innovation:

soutien aux initiatives de recherche et de développement visant à mettre au point de nouvelles technologies, à améliorer la productivité des cultures et à relever les défis auxquels sont confrontées les communautés rurales.



4. Renforcement des capacités:

investissement dans des programmes de formation et des initiatives éducatives destinés à renforcer les capacités des agriculteurs, des communautés locales, des institutions gouvernementales et des organismes concernés par les activités agricoles. Cela contribue à améliorer les compétences, les connaissances et la capacité d'adopter des pratiques agricoles modernes.



5. Plaidoyer en faveur de politiques favorables:

promotion de politiques soutenant les pratiques agricoles durables, le développement rural et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'une collaboration avec les gouvernements afin de créer un environnement propice à la croissance du secteur agricole.

Dans le cadre du financement par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique des projets de développement agricole et rural, une diligence raisonnable rigoureuse est systématiquement appliquée afin de garantir que tous les projets soient :

- adaptés aux besoins réels du pays bénéficiaire ;
- bien conçus, correctement préparés, prêts à être mis en œuvre et orientés vers les résultats et l'impact ;
- étroitement liés à l'autonomisation sociale et au développement industriel ;
- fondés sur les meilleures pratiques et l'utilisation de technologies nouvelles ;
- répondant aux exigences de développement des capacités et de renforcement institutionnel ;
- conformes à l'ensemble des exigences de durabilité;
- fondés sur une approche intégrée propre à la chaîne de valeur, c'est-à-dire orientée vers les activités en aval, tout en intégrant l'innovation et la recherche dans les phases amont ;
- favorisant le transfert des connaissances et de l'innovation.

- orientés vers le partenariat arabo-africain et contribuant à son renforcement.

Résultats globaux obtenus:

La modernisation de l'agriculture constitue un élément essentiel pour diversifier et stimuler la croissance économique. Les données montrent que la croissance économique issue de ce secteur est environ quatre fois plus efficace pour accroître les revenus des personnes vivant dans l'extrême pauvreté que la croissance générée par d'autres secteurs.

Le montant total des prêts accordés par la Banque aux pays africains bénéficiaires pour financer le secteur agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire au cours de la période 1975-2023 s'est élevé à environ 2 201 millions de dollars américains, soit près de 12 % du total des transferts financiers, pour le financement de 270 projets en Afrique subsaharienne.

Ces projets comprennent notamment l'augmentation de la production agricole, l'élevage du bétail, la création de pêcheries, la mise en place d'infrastructures de mise en valeur des terres et d'irrigation, le soutien au secteur des agro-industries, ainsi que des projets de développement rural tels que la construction de routes rurales et secondaires, les systèmes d'approvisionnement en eau et les infrastructures d'électrification rurale.

Le tableau suivant présente certains résultats globaux obtenus grâce au soutien de la Banque au développement agricole et rural :

Résultat obtenu		Unité	Quantité
 Aménagement des terres agricoles		Ha	31 369
 Canaux d'irrigation construits		Km	1 029
 Forage de puits pour l'approvisionnement en eau dans les zones rurales		Nbre	7 407





Construction de
barrages de petite
et moyenne taille



Nbre 150



Construction de
routes rurales



Km 15 000



Mise en place de
lignes
d'électrification
rurale



Km 12 000



Études de faisabilité
réalisées



Nbre 110



Programmes de
formation achevés



Nbre 60



“ Le montant total des prêts accordés par la BADEA aux pays africains bénéficiaires pour le financement du secteur agricole, du développement rural et de la sécurité alimentaire, depuis 1975, s'est élevé à environ 2 201 millions de dollars américains, soit près de 12 % du total des transferts financiers, pour le financement de 270 projets en Afrique subsaharienne. ”



MISE EN LUMIÈRE DE CERTAINS PROJETS

Développement des terres agricoles et adaptation au changement climatique au Bénin



Le projet de développement des terres agricoles et d'adaptation au changement climatique dans la partie aval du bassin du fleuve Mono s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental de développement agricole visant l'aménagement d'une superficie totale de 50 000 hectares, selon une approche participative impliquant l'ensemble des parties prenantes, notamment les institutions de l'État, les organisations non gouvernementales, les organisations professionnelles du secteur agricole, les institutions spécialisées, la société civile et le secteur privé.

Le projet vise à développer les chaînes de valeur agricoles prioritaires (riz, maïs, légumes et poisson), à accroître la production et la productivité, ainsi qu'à améliorer les revenus des agriculteurs et leurs conditions de vie.

Le coût total du projet est estimé à environ 58 millions de dollars américains, financé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et par le Gouvernement du Bénin.



Mise en lumière :

Projet

Pays



Benin

Développement des terres agricoles et adaptation au changement climatique au Bénin

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Superficie irriguée (hectares)	1 500
 Réseaux d'irrigation aménagés (km)	114
 Réseau de drainage aménagé (km)	65
 Augmentation de la productivité du riz (tonnes/hectare)	augmentation de 1,5 à 3,5 tonnes/hectare pour le riz
 Augmentation de la production agricole (tonnes)	5 250
 Augmentation de la production de poisson (tonnes)	50
 Équipements et machines agricoles (unités)	30
 Capacité de stockage agricole créée ou améliorée (tonnes)	12 000
 Centres de marchés créés, aménagés ou réhabilités (nombre)	7
 Plateformes de séchage d'une superficie de 500 m ² chacune (nombre)	100
 Cooperatives agricoles créées ou renforcées (nombre)	100 cooperatives
 citoyens bénéficiaires d'un micro-financement climatique	65
 Population ayant accès à la microfinance (nombre)	2 500
 Nombre d'emplois créés	2 000

Mise en lumière :









Projet

Projet d'irrigation des petites exploitations agricoles dans la région de la Basse Usuthu Phase II

Pays



Swaziland

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Superficie irriguée (hectares)	2 100
 Réseaux d'irrigation aménagés (km)	110
 Augmentation de la productivité de la canne à sucre (tonnes/hectare)	110
 Augmentation de la productivité de la banane (tonnes/hectare)	30
 Augmentation de la productivité du maïs (tonnes/hectare)	5
 Augmentation des revenus par hectare	100
 Nombre total de bénéficiaires directs	1 134
 Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs	45 %



Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire des habitants de la région de l'estuaire du fleuve Usuthu, en augmentant la production des différentes cultures, en offrant des opportunités d'emploi supplémentaires et en accroissant la participation des femmes aux activités agricoles, par la transformation de l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale pour la production de cultures à rendement monétaire, telles que le sucre. Le projet a contribué à améliorer les conditions de vie des citoyens et à atténuer la pauvreté dans la zone du projet, qui compte parmi les régions les plus pauvres du Royaume de Swaziland.

Le coût total du projet a atteint environ 130 millions de dollars américains. Son financement a été assuré par la BADEA, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, la Banque africaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que le Gouvernement du Swaziland.

Mise en lumière :

Projet

Projet du cacao en Afrique de l'Ouest

- Financement conjoint avec plus de 20 autres prêteurs, ayant fourni un montant total estimé à 1,3 milliard de dollars américains en 2022 afin de soutenir le secteur de la production de cacao dans le pays bénéficiaire.
- Ce financement, parmi le soutien apporté par d'autres bailleurs, vise à contribuer à la réalisation de transformations sociales et environnementales positives, conformément au rapport d'impact environnemental et social de 2022, à travers diverses initiatives telles que les projets de reboisement, les programmes éducatifs, l'autonomisation économique des femmes et les techniques d'agriculture durable.
- Le financement a contribué à produire des effets sociaux et environnementaux positifs, selon le rapport d'impact environnemental et social de 2022.



Réduction du travail des enfants grâce aux actions suivantes :



Bourses éducatives accordées aux enfants des agriculteurs : 39 800 élèves ont bénéficié de ces bourses chaque année depuis 2011/2012.



Construction d'écoles pour les communautés dans le besoin dans le pays bénéficiaire : 14 écoles ont été construites dans 14 districts situés dans des zones de production de cacao.



13 241 femmes ont bénéficié de programmes de formation utilisant le modèle GIZ des écoles pratiques d'agriculture, destiné aux agriculteurs commerciaux, afin d'améliorer l'efficacité, la rentabilité et les revenus, ce qui contribue à l'élimination du travail des enfants.



Plus de 547 935 agriculteurs ont bénéficié du programme.



Programmes de renforcement de la production : augmentation de la productivité par hectare de 450 kg à 600 kg (hausse de 33 %).



Programmes de durabilité environnementale et sociale : formation des agriculteurs aux pratiques de production durables et respectueuses de l'environnement (participation de 35 052 exploitations agricoles), ainsi qu'une initiative de protection et de restauration des forêts, ayant permis de planter plus de 20 millions d'arbres.



Mise en lumière :









Projet

Projet d'irrigation des petits exploitants du Bas-Usuthu – « Phase 2 »

Pays



Swaziland

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Superficie irriguée (hectares)	2 100
 Réseau d'irrigation aménagé (km)	110
 Productivité de la canne à sucre accrue (tonnes/hectare)	110
 Productivité de la banane accrue (tonnes/hectare)	30
 Productivité du maïs accrue (tonnes/hectare)	5
 Taux d'augmentation des revenus par hectare (%)	100
 Nombre total de bénéficiaires directs	1 134
 Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs (%)	45



Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire des habitants de la région du fleuve Bas-Usuthu, en augmentant la production de diverses cultures, en créant des possibilités d'emploi supplémentaires et en accroissant la participation des femmes aux activités agricoles, grâce à la transformation de l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale destinée à la production de cultures de rente telles que le sucre. Le projet a ainsi contribué à l'amélioration des moyens d'existence des populations et à l'atténuation de la pauvreté dans la zone du projet, considérée comme l'une des régions les plus pauvres du Royaume du Swaziland.

Le coût total du projet s'est élevé à environ 130 millions de dollars des États-Unis, cofinancés par la BADEA, le FADES, la BAD, la BERD et le Gouvernement.

Mise en lumière :

Projet

Création d'une plateforme d'apprentissage en ligne pour les facultés d'agriculture

L'opération a consisté à créer et à améliorer une plateforme d'apprentissage en ligne pour l'enseignement à distance dans le cadre du Forum régional des universités pour le renforcement des capacités en agriculture (RUFORUM), afin d'aider les universités à poursuivre leurs activités académiques durant la pandémie de COVID-19. Les institutions ciblées étaient l'Université Makerere en Ouganda et l'Université Lilongwe d'agriculture et de ressources naturelles (LUANAR) au Malawi. Après le lancement de la plateforme, 13 institutions académiques et universités au Malawi et en Ouganda en ont bénéficié. La Banque a contribué à cette opération pour un montant total de 330 000 dollars américains.



Renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones affectées par la salinité au Botswana, au Mozambique et au Libéria :



L'opération vise à améliorer la sécurité alimentaire, à réduire la pauvreté et à accroître la productivité agricole ainsi que les revenus des petits exploitants agricoles pauvres, en particulier des femmes, dans les zones agricoles touchées par la salinité au Botswana, au Mozambique et au Libéria, à travers : a. la culture de variétés tolérantes à la salinité et l'introduction de meilleures pratiques de gestion agricole ; b. le développement des chaînes de valeur des systèmes agricoles nouvellement introduits c. le renforcement des capacités des agriculteurs et des agents de vulgarisation dans le domaine de l'agriculture tolérante à la salinité et de l'agriculture intelligente face au climat, en coopération avec le Système national de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES). La Banque a contribué à cette opération à hauteur de 500 000 dollars américains.

Mise en lumière :

Projet

Projet de développement des marchés urbains et de commercialisation des produits agricoles (Phase II) – Ouganda

Pays



Ouganda

Indicateur de résultat

Résultats obtenus



Marchés auxiliaires construits

Deux marchés comprenant 917 étals, 337 auvents, 1 323 entrepôts, 56 installations liées à l'agriculture et 11 infrastructures de services supplémentaires (y compris garderies, bureaux, salles de réunion, clinique, poste de police et installations sanitaires).



Vendeurs actifs

1 000



Femmes commerçantes

70 % DU TOTAL



Emplois créés

600



Population bénéficiaire

1.000.000 (y compris les vendeurs, les agriculteurs, les clients/consommateurs, les transporteurs, les assistants et les travailleurs).



Le Projet de développement des marchés urbains et de commercialisation des produits agricoles (UMMDAP) faisait partie du troisième Plan de développement du gouvernement (2005-2009), qui mettait l'accent sur la réduction de la pauvreté, l'augmentation des revenus ainsi que la promotion et la modernisation de la production agricole. La construction de marchés devait offrir aux petits exploitants et aux agriculteurs à faible revenu l'opportunité d'accroître leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. L'objectif global du projet UMMDAP était de renforcer et de développer le secteur agricole à travers : a) la mise à disposition de débouchés pour les produits agricoles ; b) la facilitation des opportunités pour les petits exploitants des zones rurales de vendre leurs produits à des prix supérieurs à ceux pratiqués à la sortie de l'exploitation agricole, ce qui devait contribuer à améliorer leurs revenus et, par conséquent, à réduire la pauvreté dans les zones rurales. La Banque a approuvé l'octroi d'un prêt de 10,00 millions de dollars américains, représentant 87,1 % du coût total du projet.

Mise en lumière :







Projet

Réhabilitation et renforcement des infrastructures du secteur de l'élevage – Burundi – 2013- 10 millions de dollars américains :

Pays



Burundi

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Centres vétérinaires régionaux créés (nombre)	6
 Postes vétérinaires de contrôle aux frontières créés (nombre)	5
 Marchés à bétail construits (nombre)	6
 Augmentation annuelle de la taille du cheptel bovin (%)	11
 Augmentation annuelle du cheptel des petits ruminants (%)	15
 Augmentation de la production du sous-secteur de l'élevage (%)	20



Le projet proposé s'inscrit dans le cadre du programme national global de développement du secteur de la production animale en République du Burundi. Il constitue la première phase du programme, les infrastructures de base qui seront construites, réhabilitées et équipées devant permettre la mise en œuvre et le suivi des phases ultérieures. Le projet vise à développer la production animale, à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et, par conséquent, à réduire la pauvreté, ainsi qu'à réhabiliter et moderniser le secteur afin d'en faire l'un des principaux moteurs de l'économie nationale. Ces objectifs seront atteints à travers le développement de la production animale, l'amélioration des systèmes de commercialisation et de contrôle vétérinaire, le renforcement de la santé animale, l'appui et le développement des institutions opérant dans ce secteur, ainsi que la préservation de l'environnement.

Mise en lumière :









Projet

Projet de développement rural – Guinée – 2016 – 44 millions de dollars américains :

Pays



Guinée

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Augmentation de la superficie consacrée à la culture des légumes (hectares)	1 015
 Augmentation de la superficie des vergers (manguiers et anacardiés) (hectares)	780
 Routes rurales en gravier construites (km)	350
 Puits forés et équipés (nombre)	400
 Entrepôts construits (nombre)	8
 Unités de stockage frigorifique construites (nombre)	3
 Augmentation de la production (%)	90
 Bénéficiaires directs (nombre)	1 400 000



Le projet vise à accroître la production, à améliorer la qualité et à contribuer à la création de marchés pour les fruits et légumes. Le résultat attendu consistait à améliorer les revenus des producteurs, à encourager les exportations agricoles grâce à une exploitation optimale des ressources naturelles et à réduire la dépendance de l'économie nationale à l'égard du secteur minier, contribuant ainsi à atténuer la pauvreté dans les zones rurales ciblées. Ces objectifs ont été poursuivis à travers la mise en valeur de nouvelles terres agricoles, l'amélioration des infrastructures économiques et sociales des populations rurales (notamment les routes et les systèmes d'approvisionnement en eau), la construction d'unités de stockage frigorifique et d'entrepôts, la création de pépinières, ainsi que la fourniture d'intrants agricoles et d'un appui technique aux agriculteurs.

Le financement du projet a été assuré conjointement par la Banque, le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et le Gouvernement de la Guinée.

Mise en lumière :









Projet

Soutien au renforcement de la productivité agricole dans les zones agro-industrielles intégrées et à l'emploi des jeunes - Éthiopie - 2020 - 114 millions de dollars américains :

Pays



Éthiopie

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Terres irriguées aménagées (hectares)	15 149
 Travaux de conservation des sols réalisés (hectares)	4 000
 Augmentation de la productivité (%)	15
 Petites et moyennes entreprises créées (nombre)	40 000
 Jeunes formés (nombre)	12 500
 Emplois créés (nombre)	200 000
 Part des femmes dans les emplois créés (%)	50
 Augmentation de la valeur totale des nouveaux investissements (en dollars américains)	De 0 en 2020 à 1 000 000 en 2026



Dans le cadre du deuxième Plan national de croissance et de transformation (2015-2019), le Gouvernement éthiopien a entrepris de développer le secteur agricole du pays. Dans ce contexte, il a lancé en 2017, dans une première phase, un projet de création de zones agro-industrielles intégrées dans les régions du Tigré, de l'Amhara, de l'Oromia et des Nations, Nationalités et Peuples du Sud, avec un financement provenant de plusieurs bailleurs, dont la Banque et le Fonds africain de développement.

Le présent projet constitue la deuxième phase du programme de création des zones agro-industrielles intégrées. Il vise à améliorer la production et la productivité dans les zones environnantes de ces zones industrielles de 15 %, afin d'assurer la disponibilité de produits agricoles suffisants pour renforcer l'exploitation de ces zones industrielles, accroître leur productivité et augmenter leur attractivité pour les investisseurs.

Le financement du projet a été assuré conjointement par la Banque, le Fonds africain de développement et le Gouvernement.

Mise en lumière :


Projet

Projet de développement rural intégré - République de Guinée

Pays



Guinée

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Superficie irriguée (hectares)	975
 Nombre de puits tubulaires	160
 Nombre de puits creusés et équipés de pompes	400
 Nombre d'entrepôts construits	11
 Longueur des routes rurales construites (km)	350
 Quantité d'intrants agricoles fournis	1 068
 Nombre d'arbres plantés	85 800
 Nombre de centres de formation agricole	2
 Nombre d'agriculteurs formés	3.227
 Nombre de points d'eau publics	43
 Nombre de bénéficiaires	1 400 000



Le présent projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement en matière de sécurité alimentaire et vise à atténuer la pauvreté dans les zones rurales, à travers la mise en valeur de nouvelles terres agricoles et l'amélioration des infrastructures économiques et sociales des populations rurales, notamment dans les secteurs des routes et de l'eau. Le projet vise également à appuyer et à renforcer les capacités des institutions et des associations gouvernementales dans la zone du projet afin de leur permettre de fournir les services techniques et les services d'appui nécessaires aux agriculteurs et aux populations rurales. En outre, le projet soutient les services de vulgarisation agricole destinés aux agriculteurs et aux femmes, à travers des formations portant sur les opérations de production agricole, de stockage et de commercialisation.

Mise en lumière :



Le coût total du projet a été estimé à 44,00 millions de dollars américains, et son financement a été assuré par la Banque, le Fonds de l'OPEP et le Gouvernement.



Mise en lumière :

Projet

Projet de développement rural dans la région de Safouane, dans le bassin du fleuve Sénégal - République du Sénégal

Pays



Sénégal

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Superficie irriguée (hectares)	394
Réseau d'irrigation réalisé (km)	17
Réseau de drainage réalisé (km)	12
Augmentation de la production de riz (tonnes/hectare)	9 5
Nombre d'entrepôts construits	3
Routes secondaires construites (km)	37
Nombre d'agriculteurs formés	318
Lignes de distribution d'électricité construites (km)	7
Lignes d'adduction d'eau construites (km)	9
Points d'eau publics créés	7



Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan directeur de mise en valeur des terres agricoles sur la rive gauche du fleuve Sénégal, adopté par la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du bassin du fleuve Sénégal pour la période 2002-2018. Ce plan repose sur l'intensification de la culture du riz et des légumes, le soutien aux agriculteurs et aux organisations rurales à toutes les étapes de la production et de la commercialisation, ainsi que l'amélioration des services sociaux et économiques, contribuant ainsi à poser les bases d'un développement intégré et durable.

Mise en lumière :



De manière générale, le projet vise à contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Plus spécifiquement, il vise à :

- augmenter la production de riz et de légumes par l'extension des zones irriguées jusqu'à environ 394 hectares, l'intensification de la culture du riz par l'adoption de deux cycles culturaux par an et l'accroissement de sa productivité ;
- améliorer les conditions de vie des populations de la zone du projet en mettant fin à l'isolement des villages et des périmètres irrigués, en améliorant la mobilité grâce à la réhabilitation et à la construction de routes rurales, en assurant l'approvisionnement en eau potable et en fournissant l'électricité aux villages ;
- renforcer les capacités des agriculteurs.

Le financement de ce projet a été assuré conjointement (en millions de dollars américains) par la Banque: 11.5 et le Gouvernement : 1.5.

PERSPECTIVES D'AVENIR

La Banque aspire à jouer un rôle majeur dans le soutien à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique, en se concentrant sur les domaines suivants qui, combinés, peuvent stimuler le développement agricole du continent :



1. Contribuer à l'élaboration de politiques soutenant un éventail plus large de projets agricoles ;



2. Améliorer l'accès au capital pour le secteur privé ;



3. Combler le déficit en infrastructures ;



4. Résoudre les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement ;



5. Améliorer la productivité des petits exploitants agricoles ;



6. Favoriser l'adaptation au changement climatique.

- concevoir des produits financiers flexibles, adaptés aux besoins variés des parties prenantes, y compris les petits exploitants, les coopératives et les grandes entreprises agricoles ;

- investir dans la recherche et le développement afin de promouvoir des technologies et des pratiques innovantes favorisant la productivité agricole, la durabilité et la résilience ;

- soutenir l'adoption des technologies numériques pour la gestion des exploitations agricoles, l'accès aux marchés et l'inclusion financière dans les zones rurales ;

- mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités afin d'améliorer les compétences et les connaissances des agriculteurs, des entreprises agricoles et des institutions locales ;

- offrir des formations sur les pratiques agricoles modernes, la gestion financière et l'entrepreneuriat afin d'autonomiser les communautés rurales ;

- intégrer des pratiques durables et respectueuses de l'environnement dans les initiatives de développement agricole et rural ;

- renforcer la coopération avec les entités du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires afin de mobiliser les ressources et les expertises ;

- faciliter les partenariats public-privé pour le développement et la gestion de projets agricoles, y compris les installations de transformation et les liens avec les marchés ;

- mettre en place des mécanismes solides de suivi et d'évaluation afin de mesurer l'impact des interventions et de garantir la redevabilité ;

- utiliser les données et les retours d'expérience pour améliorer en permanence les stratégies et accroître l'efficacité des initiatives de développement.

Les orientations suivantes guideront l'action de la Banque à l'avenir :

- élaborer une stratégie globale couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, depuis la production et la transformation jusqu'à la commercialisation et la distribution ;
- promouvoir l'intégration entre les différentes composantes du développement rural, notamment les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et les services sociaux ;
- fournir un soutien financier ciblé sous forme de prêts, de dons et d'autres instruments financiers aux agriculteurs, aux entreprises agricoles et aux projets de développement rural ;



Provide targeted financial support through loans, grants, and other financial instruments for farmers, agribusinesses, and rural development projects

Le bureau principal

BANQUE ARABE POUR

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Tour Al-Amiriya, district d'Al-Olaya,
route King Fahd, numéro de bâtiment 7922,
sous-numéro 4091, code postal 12333

Riyad - Arabie Saoudite

Tel : +966-112881180

Fax : +966-112881181

E-Mail: badea@badea.org

Bureau du Caire:

BANQUE ARABE POUR

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

AFREXIMBANK, 72B El-Maahad El-Eshteraky.

El-Montaza, Heliopolis(7),

Cairo Governorate 11341

Arab Republic of Egypt

Tel/Fax : 20-2-4502021

E-Mail: badea@badea.org

www.badea.org

